

Rapport financier 2019

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Pontiac _____

Code géographique : AR840 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté _____

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Bernard Roy, atteste la véracité du rapport financier
de Pontiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2020-03-18

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil des maires de la
Municipalité régionale de comté du Pontiac

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité régionale de comté du Pontiac (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Dignard Éthier CPA Inc.

Simon Thibault, CPA auditeur, CGA

Municipalité régionale de comté du Pontiac

Chelsea, le 18 mars 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	3 065 000	3 065 000	2 950 001
Transferts	4	2 580 203	3 278 745	3 203 268
Services rendus	5	396 904	345 371	307 020
Imposition de droits	6	358 972	915 451	848 500
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	19 200	80 731	59 331
Autres revenus	10		180 613	163 011
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 420 279	7 865 911	7 531 131
Charges				
Administration générale	14	2 806 400	3 004 056	3 077 140
Sécurité publique	15	122 663	288 461	360 064
Transport	16	484 336	598 849	579 522
Hygiène du milieu	17	16 812	12 278	19 535
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 727 148	3 533 767	3 323 889
Loisirs et culture	20			
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	35 869	35 709	39 899
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	6 193 228	7 473 120	7 400 049
Excédent (déficit) de l'exercice	25	227 051	392 791	131 082
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		4 606 143	5 213 335
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			(738 274)
Solde redressé	28		4 606 143	4 475 061
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		4 998 934	4 606 143

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 5 122 142	4 324 573
Débiteurs (note 5)	2 871 665	737 967
Prêts (note 6)	3	
Placements de portefeuille (note 7)	4 134 731	165 956
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	
Autres actifs financiers (note 9)	7	
	8 6 128 538	5 228 496
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 10)	10	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11 919 926	584 075
Revenus reportés (note 12)	12 2 958 485	2 726 242
Dette à long terme (note 13)	13 2 735 466	2 905 366
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	
	15 6 613 877	6 215 683
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16 (485 339)	(987 187)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	17 5 419 513	5 518 128
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	
Stocks de fournitures	19	
Autres actifs non financiers (note 17)	20 64 760	75 202
	21 5 484 273	5 593 330
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22 4 998 934	4 606 143

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	227 051	392 791	131 082
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	( 167 306)	(358 535)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		265 921	253 565
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		98 615	(104 970)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		10 442	746
	11		10 442	746
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	227 051	501 848	26 858
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(987 187)	(275 771)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			(738 274)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(987 187)	(1 014 045)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(485 339)	(987 187)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	392 791	131 082
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	265 921	253 565
Autres			
-	3		
-	4		
	5	658 712	384 647
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(133 698)	49 702
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	335 851	(66 028)
Revenus reportés	9	232 243	771 678
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	10 442	746
	14	1 103 550	1 140 745
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(167 306)	(358 535)
Produit de cession	16		
	17	(167 306)	(358 535)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(50 000)	(114 875)
Remboursement ou cession	19	81 225	106 025
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	31 225	(8 850)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		5 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(169 900)	(165 300)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(169 900)	(160 300)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	797 569	613 060
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 324 573	3 711 513
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	4 324 573	3 711 513
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	5 122 142	4 324 573

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité régionale de comté de Pontiac est constituée par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (le déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

A) Périmètre comptable et partenariats

La municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat de type commercial. Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements, à court terme

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les autres placements de portefeuille sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur. Ils sont dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les placements sont constitués de dépôts à terme dont les taux varient entre 0,50 et 2 %.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charge à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisés au coût et sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et aux taux annuels suivants :

Infrastructure 10, 20 et 40 ans

Bâtiments 40 ans

Véhicules 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipements divers 10, 15 et 20 ans

Équipements informatique 5 ans

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-valeur sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-valeur ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

S/O

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de développement du territoire, du fonds de mise en valeur du territoire et des autres revenus reportés sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert et d'imposition de droits sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, et que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les intérêts sur les placement sont constatés en fonction du temps écoulé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créiteurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement relié au Fonds local d'investissement et au Fonds local de solidarité (FLI et FLS) : au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette.

H) Instruments financiers*Évaluation initiale et ultérieure*

La municipalité évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement. Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des débiteurs et des placements de portefeuille. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créiteurs et charges à payer, des revenus reportés et de la dette à long terme.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications d'une possible dépréciation. La municipalité détermine s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs de l'actif financier. Si c'est le cas, elle réduit la valeur comptable de l'actif à la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus de l'actif ou au prix qu'elle pourrait obtenir de la vente de l'actif à la date de clôture selon le plus élevé des deux montants. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Au cours du présent exercice, la régie a adopté la norme SP 3430 - Opérations de restructuration. Le chapitre SP 3430 s'applique aux opérations de restructuration qui ont lieu au cours des exercices ouvert à compter du 1er avril 2018. Selon le chapitre SP 3430, le cessionnaire d'une opération de restructuration dans laquelle des actifs et des responsabilités connexes sont reçues doit comptabiliser des actifs à leur valeur comptable attribuée par le cédant.

L'application du présent chapitre n'est pas soumise aux dispositions du chapitre SP 2120 - Modifications comptables.

Cette nouvelle norme est appliquée de façon prospective.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 462 698	3 669 825
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 659 444	654 748
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 5 122 142	4 324 573
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 1 038 195	983 910
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
La municipalité détient un compte bancaire dont le solde au 31 décembre 2019 correspond à 41 071 \$. Ce compte est uniquement liée à la gestion des amendes perçues sur le territoire du Pontiac et est administré par un fiduciaire avec qui la municipalité a signé une entente. Les sommes déposées dans ce compte sont transférés à la municipalité qui redistribue les sommes aux municipalités membres. Le solde de ce compte n'est pas comptabilisé au 31 décembre 2019.		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11	
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 568 436	252 782
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 2 281	175
Organismes municipaux	15 245 766	441 456
Autres		
- Entreprises et particuliers	16 55 182	43 554
-	17	
	18 871 665	737 967
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 20 756	1 281
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

6. Prêts	
Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
<hr/>	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29
<hr/>	
Note	
<hr/>	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	134 731	165 956
Autres placements	31		
	32	134 731	165 956
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	53 591	53 591

Note

La valeur brute des prêts est la suivante :

FLI = 151 748 \$ (165 338 \$ au 31 décembre 2018)

FLS = 36 574 \$ (54 209 \$ au 31 décembre 2018)

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43		

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La municipalité ne bénéficie d'aucune marge de crédit au 31 décembre 2019.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	746 888	450 666
Salaires et avantages sociaux	48	155 223	115 396
Dépôts et retenues de garantie	49		
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus sur la dette	53	4 012	4 210
- Compte à payer BAVAC	54	13 803	13 803
-	55		
-	56		
-	57		
	58	919 926	584 075

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61	1 639 801	1 734 207
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63	1 171 557	904 464
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Terre publique intermunicipale	68	147 127	87 571
-	69		
-	70		
-	71		
	72	2 958 485	2 726 242

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

					2019	2018	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,10	2,60	2021	2035	73	1 263 600	1 433 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	1 471 866	1 471 866
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	2 735 466	2 905 366
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	()	()
					83	2 735 466	2 905 366

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2020	84	92	174 300	100	109	117	174 300
2021	85	93	1 810 266	101	110	118	1 810 266
2022	86	94	45 300	102	111	119	45 300
2023	87	95	705 600	103	112	120	705 600
2024	88	96		104	113	121	
2025 et +	89	97		105	114	122	
	90	98	2 735 466	106	115	123	2 735 466
Intérêts et frais accessoires			107 ()			124	()
	91	99	2 735 466	108	116	125	2 735 466

Note

	2019	2018	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(234 515)	(617 381)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	(250 824)	(369 806)
Autres	128	()	()
	129	(485 339)	(987 187)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	158		185		212		
Eaux usées	131	159		186		213		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	160		187		214		
Autres	133	5 442 987	161	188		215		5 442 987
Réseau d'électricité	134	162		189		216		
Bâtiments	135	2 782 271	163	46 021	190	217		2 828 292
Améliorations locatives	136	164		191		218		
Véhicules	137	248 592	165	100 706	192	219		349 298
Ameublement et équipement de bureau	138	357 482	166	20 579	193	220		378 061
Machinerie, outillage et équipement divers	139	88 825	167	194		221		88 825
Terrains	140	168		195		222		
Autres	141	169		196		223		
	142	8 920 157	170	167 306	197	224		9 087 463
Immobilisations en cours	143		171		198	225		
	144	8 920 157	172	167 306	199	226		9 087 463
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	173		200		227		
Eaux usées	146	174		201		228		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	175		202		229		
Autres	148	2 282 852	176	135 447	203	230		2 418 299
Réseau d'électricité	149	177		204		231		
Bâtiments	150	555 764	178	74 277	205	232		630 041
Améliorations locatives	151	179		206		233		
Véhicules	152	181 579	180	22 687	207	234		204 266
Ameublement et équipement de bureau	153	308 816	181	29 526	208	235		338 342
Machinerie, outillage et équipement divers	154	73 018	182	3 984	209	236		77 002
Autres	155	183		210		237		
	156	3 402 029	184	265 921	211	238		3 667 950
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	5 518 128				239		5 419 513
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	243		245		247		
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242					249		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
<hr/>		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
<hr/>		
Note		

17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- PG, assurance	256	64 760
-	257	75 202
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	64 760
		75 202
<hr/>		
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

<G>Évaluation municipale</G>

La municipalité s'est engagée, d'après un contrat de service d'évaluation constituant la tenue à jour des rôles et la confection des rôles, à verser à l'entreprise FQM-Évaluation foncière la somme de 570 340 \$.

Le contrat échoient du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2024.

Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 107 410 \$ en 2020, à 110 630 \$ en 2021, à 113 950 \$ en 2022, à 117 370 \$ en 2023 et à 120 980 \$ en 2024.

19. Droits contractuels

S/O

20. Passifs éventuels

S/O

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
	262		

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dettes dettes) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires.

Une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers*Risques financiers*

La municipalité, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante fournit une mesure des risques à la date du bilan.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La municipalité consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. La municipalité n'exige généralement pas de caution.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt. La municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité à un risque de juste valeur puisque celle-ci varie de façon inverse aux variations des taux d'intérêts du marché. Les instruments à taux variable assujettissent la municipalité à des fluctuations des flux de trésorerie connexes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la municipalité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. La municipalité est exposée à ce risque principalement en regard de sa dette à long terme et à ses créiteurs.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1						
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3	3 065 000	3 065 000			3 065 000	2 950 001
Transferts	4	2 580 203	3 219 041			3 219 041	2 868 656
Services rendus	5	396 904	345 371			345 371	307 020
Imposition de droits	6	358 972	915 451			915 451	848 500
Amendes et pénalités	7						
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	19 200	80 731			80 731	59 331
Autres revenus	10		180 613			180 613	163 011
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	6 420 279	7 806 207			7 806 207	7 196 519
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		59 704			59 704	334 612
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		59 704			59 704	334 612
	21	6 420 279	7 865 911			7 865 911	7 531 131
Charges							
Administration générale	22	2 806 400	2 933 736	70 320		3 004 056	3 077 140
Sécurité publique	23	122 663	283 346	5 115		288 461	360 064
Transport	24	484 336	597 869	980		598 849	579 522
Hygiène du milieu	25	16 812	11 298	980		12 278	19 535
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 727 148	3 345 241	188 526		3 533 767	3 323 889
Loisirs et culture	28						
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	35 869	35 709			35 709	39 899
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32		265 921	(265 921)			
	33	6 193 228	7 473 120			7 473 120	7 400 049
Excédent (déficit) de l'exercice	34	227 051	392 791			392 791	131 082

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019		2018
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	227 051	392 791	131 082
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	59 704 ) (	334 612)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	227 051	333 087	(203 530)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		265 921	253 565
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		265 921	253 565
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			106 025
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			23 598
	15			129 623
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			5 000
Remboursement de la dette à long terme	17 (	169 900 ) (	169 900 ) (	165 300)
	18	(169 900)	(169 900)	(160 300)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	163 000 ) (	107 602 ) (	23 923)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	120 850	120 850	145 204
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22		(23 060)	(134 794)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(42 150)	(9 812)	(13 513)
	26	(212 050)	86 209	209 375
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	15 001	419 296	5 845

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	59 704	334 612
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(57 228)	(297 721)
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	(100 706)	(56 971)
Hygiène du milieu	5	()	()
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(9 372)	(3 843)
Loisirs et culture	8	()	()
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(167 306)	(358 535)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	(31 225)	(114 875)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	107 602	23 923
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	(31 225)	114 875
	18	76 377	138 798
	19	(59 704)	(334 612)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
Rémunération	1	2 238 417	2 037 746	1 878 745
Charges sociales	2	469 272	415 430	400 195
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	1 785 179	2 564 965	2 867 225
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	27 433	27 235	28 530
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 636	7 636	10 552
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	800	838	817
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12			
Transferts	13			
Autres	14	1 664 491	2 153 349	1 960 420
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16			
Amortissement des immobilisations	17		265 921	253 565
Autres				
-	18			
-	19			
-	20			
	21	6 193 228	7 473 120	7 400 049

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1 16 198	20 463
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4 16 198	20 463
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	19 092
	7	19 092
Autres charges	8	
	9	19 092
Excédent (déficit) de l'exercice	10 16 198	1 371

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 809 433	780 145
Placements de portefeuille	12 51 796	51 229
Débiteurs	13 201	268
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14 151 748	165 338
Provision pour moins-value	15 (37 085) (37 085)	(37 085)
	16 114 663	128 253
	17 976 093	959 895
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dette à long terme	20 1 456 866	1 456 866
	21 1 456 866	1 456 866
Solde du Fonds local d'investissement	22 (480 773)	(496 971)

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23 861 229	831 374
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26 861 229	831 374

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

7 prêts (7 en 2018), taux d'intérêt variant de 0 % à 9 %, encaissable par versements mensuels fixes, échéants à différentes dates jusqu'en août 2023.

Au cours de l'exercice, il y a eu une émission de prêt totalisant 50 000 \$.

Note sur la dette à long terme

Prêt du Gouvernement du Québec, sans intérêt, remboursable à compter du 1er juin 2020.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	6 860
Autres revenus	3	3 719
	4	6 860
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	4 506
	7	4 506
Intérêts sur la dette à long terme	8	
Autres charges	9	
	10	4 506
Excédent (déficit) de l'exercice	11	6 860 (787)

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	177 083	152 536
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	93	145
Prêts aux entreprises	15	36 574	54 209
Provision pour moins-value	16	(16 506)	(16 506)
	17	20 068	37 703
	18	197 244	190 384
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	15 000	15 000
	22	15 000	15 000
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	5 068	22 703
Excédent (déficit) non affecté	24	177 176	152 681
	25	182 244	175 384

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26	177 083	152 536
Supportant les engagements de prêts	27		
	28	177 083	152 536

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

4 prêts (4 en 2018), taux d'intérêt variant de 6,5 % à 9 %, encaissable par versements mensuels fixes, échéants à différentes dates jusqu'en décembre 2020.

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1	931 951	857 952
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3	931 951	857 952
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4	190 473	235 906
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6	741 478	622 046
	7	931 951	857 952
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15	931 951	857 952
Excédent (déficit) de l'exercice	16		

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	1 326 292	1 065 425
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19	233 293	159 469
Provision pour créances douteuses	20	(5 490)	(966)
	21	227 803	158 503
Autres	22		
	23	1 554 095	1 223 928
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25	382 538	319 464
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26	1 171 557	904 464
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30	1 554 095	1 223 928
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 991 320	671 782
Excédent de fonctionnement affecté	2 125 641	146 733
Réserves financières et fonds réservés	3 1 063 195	1 008 910
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (1 471 866 ) (	1 471 866)
Financement des investissements en cours	5	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 4 290 644	4 250 584
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 4 998 934	4 606 143
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 991 320	671 782
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	
	11 991 320	671 782
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
- Sault des chats	12 16 593	16 593
- Oiseau rock	13 1 112	1 112
- Village Riverain	14 7 571	7 571
- Budget exercice précédent	15 99 758	120 850
- Surplus en développement	16 607	607
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 125 641	146 733
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 125 641	146 733
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 25 000	25 000
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43 861 111	831 374
Fonds local de solidarité	44 177 084	152 536
Autres		
-	45	
-	46	
	47 1 063 195	1 008 910
	48 1 063 195	1 008 910

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()
	54 () ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()
Autres		
-	58 () ()
-	59 () ()
	60 () ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres		
-	66 () ()
-	67 () ()
	68 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	1 471 866) (1 471 866)
Autres		
-	72 () ()
-	73 () ()
	74 (	1 471 866) (1 471 866)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (	1 471 866) (1 471 866)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 () ()	
	84	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85	5 419 513
Propriétés destinées à la revente	86	5 518 128
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	134 731
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	165 956
	90	5 554 244
Ajustements aux éléments d'actif	91	5 684 084
	92	5 554 244
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 () ()	2 735 466) ()
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 () ()	2 905 366)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	1 471 866
	98 () ()	1 471 866)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()	1 433 500)
	100 () ()	1 433 500)
	101	4 290 644
		4 250 584

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 _____	
Charge de l'exercice	4 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	5 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 _____	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 _____	
Provision pour moins-value	12 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 _____	_____
	20 _____	
Cotisations salariales des employés	21 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (_____)	(_____)
	23 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 _____	
Variation de la provision pour moins-value	28 _____	
Autres	29 _____	
-	30 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 _____	_____
Rendement espéré des actifs	33 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 _____	_____
Charge de l'exercice	35 _____	_____

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	

Description du régime

	2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	118	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	
	120	

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	387 069	366 540
Transport adapté	62	67 500	75 000
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	25 426	
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84	41 656	57 057
Promotion et développement économique	85	2 491 230	2 182 226
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	22 621	24 888
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	3 035 502	2 705 711

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		297 721
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95	51 704	36 891
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106	8 000	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	59 704	334 612

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134	183 539	162 945
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138		
	139	183 539	162 945
TOTAL DES TRANSFERTS	140	3 278 745	3 203 268

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142	10 079	16 459
Autres	143	132 820	107 660
	144	142 899	124 119
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables	160		
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités culturelles	177		
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité			
	181		
	182	142 899	124 119

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	183		
Évaluation	184		
Autre	185	198 722	179 995
	186	198 722	179 995
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199		
	200		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202		
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205		
Matières recyclables	206		
Autres	207		
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209		
Autres	210		
	211		
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216		
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		
	220		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221		
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		
Autres	223	3 750	2 906
	224	3 750	2 906
Réseau d'électricité	225		
	226	202 472	182 901
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	345 371	307 020

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	228		
Droits de mutation immobilière	229		
Droits sur les carrières et sablières	230		
Autres	231	915 451	848 500
	232	915 451	848 500
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	233		
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	234		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	235	80 731	59 331
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241		
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	180 613	163 011
	245	180 613	163 011
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	246		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalizations 2019			Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	273 331		273 331	251 501
Greffe et application de la loi	2				
Gestion financière et administrative	3	1 427 872	42 641	1 470 513	1 297 837
Évaluation	4	853 976	27 679	881 655	1 172 995
Gestion du personnel	5				
Autres					
- Ressources humaines	6	378 557		378 557	354 807
-	7				
	8	2 933 736	70 320	3 004 056	3 077 140
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	73 629		73 629	241 325
Sécurité incendie	10	124 047	980	125 027	34 749
Sécurité civile	11		4 135	4 135	
Autres	12	85 670		85 670	83 990
	13	283 346	5 115	288 461	360 064
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14		980	980	
Enlèvement de la neige	15				
Éclairage des rues	16				
Circulation et stationnement	17				
Transport collectif					
Transport en commun	18	597 869		597 869	579 522
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	597 869	980	598 849	579 522

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Réalizations 2019			Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	980	980	
Réseau de distribution de l'eau potable	24			
Traitement des eaux usées	25			
Réseaux d'égout	26			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	11 298	11 298	19 535
Élimination	28			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29			
Tri et conditionnement	30			
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32			
Matériaux secs	33			
Autres	34			
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38			
Autres	39			
	40	11 298	12 278	19 535
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41			
Sécurité du revenu	42			
Autres	43			
	44			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	138 754	176 712	319 653
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46			
Autres biens	47	37 654	37 654	56 587
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	2 414 647	9 939	2 319 586
Tourisme	49			
Autres	50			
Autres	51	754 186	1 875	628 063
	52	3 345 241	188 526	3 323 889

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56				
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59				
	60				
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66				
	67				
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	34 271		34 271	38 414
Autres frais	70	600		600	668
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	838		838	817
	73	35 709		35 709	39 899
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	265 921	(265 921)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Pontiac

Code géographique : AR840

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	10
Frais de financements par activités	11
Rémunération des élus	12
Questionnaire	13

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	57 228	297 721
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	100 706	56 971
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	9 372	3 843
Terrains	20		
Autres	21		
	22	167 306	358 535

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	167 306	358 535
	34	167 306	358 535

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 535 560	50 918	2 484 642
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	2 535 560	50 918	2 484 642
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12			
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13			
	14			
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	369 806	118 982	250 824
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	369 806	118 982	250 824
	19	2 905 366	169 900	2 735 466
Dette en cours de refinancement	20	()	()	()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	2 905 366	169 900	2 735 466

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	2 735 466
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	250 824
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	2 484 642
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	16	2 484 642
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	

Endettement total net à long terme	21	2 484 642
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	2 484 642
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
84050	Alleyn-et-Cawood	66 416
84005	Bristol	282 496
84025	Bryson	37 970
84030	Campbell's Bay	51 377
84090	Chichester	52 110
84015	Clarendon	273 994
84060	Fort-Coulonge	72 688
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	103 817
84082	L'Isle-aux-Allumettes	338 780
84040	Litchfield	126 492
84065	Mansfield-et-Pontefract	263 536
84055	Otter Lake	247 416
84020	Portage-du-Fort	23 568
84100	Rapides-des-Joachims	24 712
84010	Shawville	173 525
84095	Sheenboro	97 490
NR840	Pontiac	30 250
84045	Thorne	146 849
84070	Waltham	71 156

1

2 484 642

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	167 306	358 535
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	167 306	358 535

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité		
Code géographique	Municipalité	Montant
	Ensemble des municipalités	
84050	Alleyn-et-Cawood	82 853
84005	Bristol	346 283
84025	Bryson	46 334
84030	Campbell's Bay	62 832
84090	Chichester	60 328
84015	Clarendon	318 579
84060	Fort-Coulonge	87 064
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	132 641
84082	L'Isle-aux-Allumettes	426 474
84040	Litchfield	157 875
84065	Mansfield-et-Pontefract	334 973
84055	Otter Lake	297 724
84020	Portage-du-Fort	29 950
84100	Rapides-des-Joachims	33 622
84010	Shawville	218 992
84095	Sheenboro	121 291
84045	Thorne	182 990
84070	Waltham	87 908
NR840	Pontiac	36 287
		1
		3 065 000

Certaines municipalités

		2
		3
		3 065 000

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité		<u>2019</u>	<u>2018</u>
		Réalizations	Réalizations
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	978 268	1 114 201
Autres	3	1 414 939	1 242 410
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	32 940	28 677
Sécurité civile	6		
Autres	7	85 680	84 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	8		
Enlèvement de la neige	9		
Autres	10		
Transport collectif	11		
Autres	12		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
Réseau de distribution de l'eau potable	14		
Traitement des eaux usées	15		
Réseaux d'égout	16		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	17	16 812	15 491
Matières recyclables	18		
Autres	19		
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21		
Autres	22		
Santé et bien-être			
Logement social	23		
Autres	24		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	25	536 361	465 222
Rénovation urbaine	26		
Promotion et développement économique	27		
Autres	28		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	29		
Activités culturelles			
Bibliothèques	30		
Autres	31		
	32	3 065 000	2 950 001

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	69,00	35,00	2 074,00	1 874 490	400 621	2 275 111
Professionnels	2						
Cols blancs	3						
Cols bleus	4						
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	69,00		2 074,00	1 874 490	400 621	2 275 111
Élus	9	19,00			163 256	14 809	178 065
	10	88,00			2 037 746	415 430	2 453 176

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	3 219 041	59 704			3 278 745
	17	3 219 041	59 704			3 278 745

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 438	1 485
	4	1 438	1 485
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	34 271	38 414
	15	34 271	38 414
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26		
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	35 709	39 899

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jane Toller	38 414	17 730
Gaston Allard	4 003	1 848
John Armstrong	4 003	1 848
Maurice Beauregard	4 003	1 848
Lynn Cameron	4 003	1 848
Gilles Dionne	3 853	1 848
Karen Daly-Kelly	4 003	1 848
Alain Gagnon	4 003	1 848
Donald Gagnon	3 853	1 848
Jim Gibson	4 003	1 848
Colleen Larivière	4 003	1 848
Carl Mayer	4 003	1 848
Sandra Murray	3 703	1 848
Serge Newberry	4 003	1 848
Brent Orr	4 003	1 848
Doris Ranger	3 853	1 848
David Rochon	3 853	1 847
Winston Sunstrum	4 003	1 848
Kim Cartier-Villeneuve	4 003	1 848

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	25 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7		\$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

OUI

NON

La question 13 s'adresse aux MRC seulement

13. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

62

63

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Bernard Roy , atteste que le rapport financier de Pontiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-03-18.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Pontiac.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Pontiac consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Pontiac détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-18 09:04:59

Date de transmission au Ministère : 2020/05/18